rait « *réducteur de penser que, parce que 55 % des accidents mortels ont eu lieu en 2016 sur les routes secondaires à double sens et sans séparateur central* [celles qui sont concernées par la baisse de la vitesse à compter du 1er juillet 2018, N.D.L.R.], *la vitesse est nécessairement en cause* ».

Rouen, qui se décline aussi le jeudi matin, c'est le grand marché de l'agglomération rouennaise qui pointe à plus de 250 commerçants sur les saisons les plus douces et sur la version dominicale.

Un super marché vivant à souhait où l'on trouve de tout : para-

Dans la grisaille matinale, les poulets qui rôtissent mettent en appétit

ment, cette année, du chantier de réaménagement de la place, le marché sera encore plus valorisé.

- **Pour voter : paris-normandie.fr**
- **vendredi 2 février : Gournay-en-Bray**

La vidéo est à voir sur PARIS NORMANDIE.fr

LA RÉGION EN IMAGE

JUSTICE : les avocats rouennais se mobilisent

Hier matin, quelques minutes avant l'audience solennelle de rentrée du tribunal de grande instance (TGI) de Rouen durant laquelle le nouveau président Guillaume Salomon a été installé dans ses fonctions, les avocats du barreau de Rouen se sont mobilisés dans la cour du palais de justice « *pour attirer l'attention sur la nécessité de conserver dans l'ensemble du ressort de la cour d'appel de Rouen, comme dans les autres territoires normands, la pleine et entière compétence d'exercice de chacune de leurs juridictions* ».

Alors que le 15 janvier des rapports sur « Les chantiers de la Justice » ont été remis à la garde des Sceaux Nicole Belloubet, les avocats rouennais s'inquiètent d'un nouveau redécoupage de la carte judiciaire. Les 500 avocats rouennais réclament « *un besoin de justice de proximité* », « *une justice moderne, efficace et de qualité* » et « *des acteurs compétents mobilisés au service de la justice et des justiciables* » (photo Stéphanie Péron).

- **Reportage vidéo à voir sur paris-normandie.fr**

Un délai pour la centrale

Jean-Paul Lecoq a posé une question écrite hier à Nicolas Hulot sur les conséquences des annonces récentes du président de la République concernant la fermeture de toutes les centrales à charbon du pays d'ici 2022. Le député PCF de la 8e circonscription de Seine-Maritime a dit au ministre de la Transition énergétique que « *ce choix, qui impacte la centrale du Havre, est précipité et peu responsable, les centrales thermiques constituant des outils indispensables pour le réseau électrique français qui risque de se tendre à l'amorce de la transition énergétique. L'évolution de la quantité d'énergie disponible sur le réseau ne sera pas suffisante, même avec l'ouverture de l'EPR de Flamanville, pour faire face aux pointes de consommation électrique lorsque les centrales à charbon auront été fermées. Dans la fermeture des centrales à charbon, l'enjeu, c'est le combustible.* »

« *Les deux centrales thermiques d'EDF font aujourd'hui d'énormes efforts de recherche pour diminuer la part du combustible charbon dans leur production d'électricité. Au Havre, ce sont les combustibles solides de récupération qui sont testés, tandis que Cordemais se charge de tester l'apport de déchets verts ligneux dans son mix de combustible. Ces tests sont fondamentaux. Nous avons aujourd'hui la possibilité de créer à court terme des solutions innovantes et performantes et les exporter pour que la France soit un acteur incontournable de la reconversion écologique des centrales thermiques* », a complété

La centrale thermique du Havre

Jean-Paul Lecoq. Le ministre de la Transition énergétique a infléchi la position du gouvernement. Une réflexion va être engagée sur les combustibles alternatifs au charbon et qu'à l'arrivée cela ne signifierait pas forcément la fermeture des centrales thermiques. « *En tout cas, il n'y a plus visiblement de position catégorique de fermer toutes les centrales thermiques, c'est déjà cela de pris !* » se félicite Jean-Paul Lecoq. Le 16 janvier, Luc Lemonnier, le maire du Havre, avait reçu Hervé Mariton, à la tête d'une mission ministérielle pour évaluer l'avenir de la centrale du Havre et lui avait fait part de sa volonté de voir le site perdurer avec des combustibles alternatifs au charbon.

C. P.
c.prefeux@presse-normande.com